

RAPPORT INTRODUCTIF AG DE RENTREE DU 09/09/25

Cher.es camarades,

Je vous remercie d'être présent.es aussi nombreux.ses à cette assemblée générale de rentrée. C'est un moment important de notre vie syndicale : il nous permet de partager nos analyses de la situation, d'échanger sur nos difficultés, de mesurer aussi nos forces et surtout de préparer ensemble les luttes à venir.

Aujourd'hui, nous ne pouvons commencer cette AG sans évoquer d'abord la situation internationale. Les organisations de la CGT réunies en CCN fin aout ont exprimé une très vive inquiétude quant à la situation des millions de travailleuses et de travailleurs, de leurs familles, victimes des guerres et des conflits. La CGT a toujours été une organisation profondément internationaliste : nous savons que le combat des travailleurs et des travailleuses n'a pas de frontières et que les guerres sont toujours payées par les peuples.

En Ukraine, au Soudan, en République Démocratique du Congo, en Palestine et dans tant d'autres régions du monde, la paix et le droit international doivent être immédiatement respectés. Les populations civiles doivent être protégées, les bombardements et les violences doivent cesser. En Palestine en particulier, à Gaza et dans les territoires occupés, nous assistons à une tragédie insupportable : la folie génocidaire de Netanyahou doit être stoppée. La communauté internationale doit imposer un cessez-le-feu immédiat, garantir l'acheminement de l'aide humanitaire, permettre la fin de l'occupation militaire israélienne, la reconstruction de Gaza et le droit à l'autodétermination du peuple palestinien.

La CGT soutient et participe à toutes les mobilisations pour arrêter le génocide en cours. Elle propose de faire du 21 septembre, journée mondiale pour la Paix, un temps fort de mobilisation nationale pour la Palestine. La France a enfin décidé de reconnaître l'État palestinien : il est urgent que cette reconnaissance se concrétise sans délai, qu'elle s'accompagne de la fin de toute coopération avec le gouvernement d'extrême droite israélien, de sanctions et de l'arrêt immédiat de la livraison d'armes et de composants militaires.

Plus largement, la CGT porte une voix claire sur la scène internationale : nous affirmons que les guerres ne sont jamais une fatalité, qu'elles sont le produit de choix politiques, de logiques impérialistes, de course au profit et à l'armement. À l'inverse, la paix repose sur la coopération entre les peuples, sur le respect du droit des nations à disposer d'elles-mêmes et sur la solidarité internationale des travailleurs et des travailleuses. Voilà notre boussole.

Mais pendant que des peuples entiers subissent ces guerres, ici en France, le gouvernement multiplie les provocations et les attaques contre les droits des travailleurs et travailleuses. Après les hommages

honteux rendus à Pétain par Emmanuel Macron, et dans ce contexte de guerre, le premier ministre n'a rien trouvé de mieux que de s'en prendre aux jours fériés, notamment au 8 mai, date de la victoire contre le nazisme. Une provocation de plus !

En juillet, François Bayrou annonçait un plan d'austérité de 43,8 milliards d'euros d'économies, avec l'objectif de ramener le déficit public à 4,6 % du PIB d'ici 2026. Ces annonces, d'une violence sociale inouïe, ont mis le feu aux poudres : doublement des franchises médicales, gel des salaires des fonctionnaires, gel des pensions et des allocations sociales (APL, allocations familiales, AAH...), réforme de l'assurance chômage, suppressions massives de postes de fonctionnaires, coupes dans les budgets des hôpitaux, des écoles, de la culture, remise en cause de la cinquième semaine de congés payés, précarisation accrue des contrats de travail... bref, c'est tout notre modèle social qui est attaqué.

Et comme si cela ne suffisait pas, Bayrou – un homme qui a toujours vécu des institutions et de l'argent public, qui n'a jamais rien produit de ses mains, et dont le nom est associé à plusieurs affaires judiciaires – s'est permis, le 25 août dernier, d'accuser les assurés sociaux et les bénéficiaires d'aides de « consommer » et de creuser la dette du pays. C'est non seulement faux, mais profondément insultant pour des millions de personnes qui luttent simplement pour vivre dignement.

Face à ces annonces, un mouvement appelé "Bloquons tout" est apparu sur les réseaux sociaux. Il se présente comme citoyen, apolitique, en marge des organisations syndicales. La CGT, avec responsabilité, a adopté une position claire : nous soutenons les revendications légitimes en faveur du pouvoir d'achat et de meilleures conditions de travail, mais nous restons vigilants face aux tentatives de noyautage, notamment par l'extrême droite. Sophie Binet a parlé d'une "nébuleuse" : oui, mais cela n'enlève rien à la nécessité de construire des luttes solides et durables.

C'est pourquoi, à l'échelle nationale, le CCN de la CGT a décidé d'inscrire la date du 10 septembre comme journée de mobilisation. Ici, en Moselle, nous en avons débattu : pouvions-nous être absents d'un mouvement social déclenché par de telles attaques contre le monde du travail ? La réponse est évidente : non. La CE de l'UD a donc décidé d'être moteur, en organisant une manifestation départementale le 10 septembre, rejointe par FO, Solidaires, la FSU et l'UNEF. Rendez-vous est donné à 14h devant l'Arsenal à Metz, avec une prise de parole en ouverture.

Mais attention camarades : le 10 septembre ne doit pas rester symbolique. Il doit être la première étape d'un processus durable de luttes. La chute de Bayrou ne change rien à l'affaire car le casting change mais la politique menée par Macron reste la même. Nous faisons face à un gouvernement piloté par le patronat et les milliardaires, déterminé à imposer leur idéologie ultralibérale et réactionnaire. Avec ou sans Bayrou, notre tâche est claire : construire un rapport de force qui bloque cette offensive et qui nous mène à de nouvelles conquêtes sociales.

Nous savons que les journées isolées sont inefficaces. La construction du rapport de force doit se poursuivre ensuite dans les boites, les débrayages, les AG, et pourquoi pas, rêvons un peu, la généralisation de la grève doivent nous mener le 18 septembre à poursuivre la lutte et à imposer la justice sociale nécessaire à un avenir meilleur.

Oui, la tâche est difficile. Nous avons subi de nombreuses attaques, nous avons parfois le sentiment de manquer de victoires, et la répression s'abat sur les mouvements sociaux. Mais nous n'avons pas

le droit de céder au fatalisme. Nous devons au contraire rassembler, débattre, convaincre sur nos lieux de travail et porter haut notre vision d'une société de justice sociale et environnementale. Les mesures annoncées par Bayrou ne sont pas des nécessités économiques mais des choix politiques. Sinon, comment expliquer qu'on trouve 211 milliards d'euros chaque année pour arroser les entreprises, mais plus un sou pour l'éducation, pour la sécu, pour les plus fragiles ? Sinon, comment expliquer qu'une usine comme Novasco, avec des carnets de commande pleins et une production d'acier décarboné, puisse être menacée de fermeture ?

Quelques mots maintenant sur l'activité de notre UD depuis le début du mandat.

- Nous faisons face à des difficultés de fonctionnement, notamment au sein de la CE, avec un taux d'absence trop élevé. Être membre de cette instance est une responsabilité, et il est important de l'assumer pleinement. Nous ferons un bilan d'ici la fin de l'année, et les camarades ayant plus de 50 % d'absences seront contactés, avec leur syndicat.
- Nous avons eu une actualité riche en mobilisations, particulièrement dans la métallurgie : AGCO en avril, Arcelor à Florange, et bien sûr aujourd'hui Novasco à Hagondange. Je salue d'ailleurs l'investissement des camarades du bureau de l'UD et la force de la solidarité interprofessionnelle qui s'est exprimée dans ces luttes. La semaine dernière, une marche citoyenne, organisée par le syndicat CGT Novasco, avec l'appui de l'UD a rassemblé un millier de personnes et a fait grand bruit dans les médias. La venue de Sophie Binet, demain sur le site de Novasco, permettra de renforcer encore la visibilité des travailleurs et travailleuses en lutte pour défendre leurs emplois et leur outil de travail. Nous pouvons également nous féliciter d'avoir évacué du cortège des militants du RN. La CGT est antifasciste et nous devons en être fièr.es.
- Sur le plan financier, nous avons engagé un travail sérieux : mise en place d'un budget prévisionnel, recherche d'économies, élaboration de nouvelles règles de vie financière, presque finalisées. La situation est difficile, mais nous tenons nos engagements.
- Sur la vie syndicale et l'organisation, nous avons entamé les rencontres avec les UL et syndicats du département. Une première rencontre commune entre les UL et l'UD a eu lieu le 8 septembre.
 - Encore beaucoup de collectifs de l'UD ne sont pas opérationnels, faute de camarades pour s'y inscrire et les animer. Cependant d'autres fonctionnent très bien comme le collectif de lutte contre les idées d'extrême droite ou le collectif femmes mixité qui va d'ailleurs accompagner des camarades femmes de chez Arcelor Florange dont les emplois sont menacés ou celles de chez GT Logistics, victimes de harcèlement dans leur entreprise.
- Enfin, la formation syndicale reste un axe essentiel. Nous rencontrons encore des difficultés à trouver des formateurs et formatrices ou à remplir certaines sessions de formation, mais le collectif formation poursuit son travail pour renforcer nos militants.

Ce bilan de rentrée et de début de mandat n'est pas exhaustif mais sera développé dans une communication à l'adresse des syndicats d'ici la fin de l'année comme nous nous étions engagés à le faire lors de notre congrès.

Voilà, camarades, la situation est dure, mais notre rôle est clair : informer, débattre, organiser la résistance et préparer la grève. La CGT a toujours été du côté des travailleurs et des travailleuses, et elle continuera à l'être.

La discussion est maintenant ouverte : débattons sereinement, décidons collectivement et, surtout, préparons la lutte.

Vive la CGT!

Aline LEROUX, secrétaire générale de la CGT Moselle